

## « LA VOIX DES DDH ET DES JOURNALISTES CONGOLAIS »

Feuillet n°008/PPI/DDH-J/06/2019 du 1<sup>er</sup> au 30 juin 2019 portant Monitoring des violations des droits des défenseurs des droits humains et des journalistes en République Démocratique du Congo.

[www.ppi-ong.org](http://www.ppi-ong.org)

Mois marquant la célébration du cinquante neuvième anniversaire d'accession de la République Démocratique du Congo (RDC) à l'indépendance, juin 2019 n'a pas été aussi favorable au travail des défenseurs des droits humains et des journalistes en RDC. Au cours de ce mois, trois provinces se sont distinguées dans la violation des droits de ceux qui défendent les droits des autres au risque de leur vie. Dans son feuillet mensuel de monitoring, Partenariat pour la Protection Intégrée (PPI), organisation de droit congolais à mandat régional œuvrant pour la promotion de la paix et la protection des défenseurs des droits humains, a documenté « **Dix (10) nouveaux cas des violations des droits des défenseurs des droits humains et des journalistes** », soit un cas de moins par rapport au mois de mai où 11 cas de violations ont été commis. Tout en encourageant cette petite amélioration, PPI condamne néanmoins ces nouvelles violations qui ne constituent pas un chiffre « **zéro cas** » toujours souhaité. Ainsi, dans la ville province de Kinshasa un (1) journaliste d'une chaîne de radiotélévision appartenant à un opposant a été arrêté et tabassé et sa station (1) fermée et un (1) DDH menacé de mort. Au Sud-Kivu, une (1) radio démonte son matériel et ferme ses portes au regard des menaces subies de la part des groupes armés, un (1) DDH est arrêté et un (1) autre menacé. Enfin au Nord-Kivu, trois (3) militants de la Lucha arrêtés par la police à Beni et un (1) cas d'intimidation avec arme par un commandant de la police sur d'autres militants de la Lucha a été noté dans la ville de Butembo lors d'un sit-in. Pour une meilleure lecture et compréhension des faits, ci-dessous une description succincte de leur déroulement :

### **I. Violences contre les journalistes et médias**

**1. Arrestation de Thythy Tshilambu :** Thythy est journaliste et Directeur Administratif à la radiotélévision RTVS1 de Kinshasa. Il a été arrêté par des policiers en date du 30 juin, jour de la commémoration de l'indépendance de la RDC, par des éléments de la Police Nationale Congolaise alors qu'il couvrait la marche organisée par Lamuka, une coalition de l'opposition en RDC. Le journaliste, qui se distinguait visiblement des manifestants par son habillement montrant qu'il appartient à un organe de presse, a été brutalement jeté dans la jeep de la police où il a subi des coups de pied et de matraques puis jeté tel un colis sans valeur par terre. Contacté par PPI, Thythy a précisé avoir été le seul journaliste tabassé par une police sensée le protéger au point qu'il a perdu connaissance. Il a aussi dénoncé l'atteinte à la liberté des manifestations et de rassemblement après avoir été témoin de l'usage de la force par la police sur les manifestants.

### **2. Un média sous menaces et un autre fermé**

**a. Menaces contre la radio Tuungane de Minembwe :** les conflits communautaires persistants dans la partie Sud-Kivu de la province du Sud-Kivu affectent aussi bien les individus que les communautés et institutions. La radio Tuungane de Minembwe est tombée dans le viseur des groupes armés qui ont proféré des menaces à maintes reprises à cet organe de presse œuvrant pour le rétablissement de la paix et la cohabitation, 'Tuungange' qui littéralement veut dire « *unissons-nous* » est jugée par les groupes armés comme une radio en leur défaveur. A PPI, il a été rapporté que les menaces qui se sont multipliées en juin 2019, ont obligé la radio à délocaliser son matériel jusqu'à la base de la mission onusienne de Minembwe. Jusqu'à présent, les animateurs de cette radio reçoivent toujours des messages et appels de menace.

---

**Nos bureaux de représentation nationale**

**Bukavu/Sud-Kivu/RDC**

**005, Av. Vamaro-Nyawera, C/Ibanda**

**Tél : +243853797912/+243813821013**

**E-mail : [secretariatexecutifrdc@ppi-ong.org](mailto:secretariatexecutifrdc@ppi-ong.org) ; [pascalumupenda1@gmail.com](mailto:pascalumupenda1@gmail.com)**

**Site web: [www.ppi-ong.org](http://www.ppi-ong.org)**

**b. Fermeture de la radiotélévision RTVS1 de Kinshasa :** le 29/06, la chaîne de radiotélévision RTVS1 (Radiotélévision par satellite 1) a vu son signal coupé sans aucun motif. Serait-ce le simple fait que cette chaîne appartient à Adolph Muzito ancien premier ministre de la RDC, qui est aujourd'hui proche du candidat Malheureux Martin Fayulu qui continue à réclamer la vérité des urnes des élections du 30 décembre 2019 ? Dans une interview<sup>1</sup> accordée à TV5MONDE, le président de la république, Félix Tshikedi Tshilombo, a indiqué que selon les informations reçues de ses services, « *cette organe de presse s'était illustrée plusieurs fois par des discours haineux frisant même le tribalisme* ». Il a par ailleurs ajouté que « *la justice est saisie et va faire son travail* ».

## II. Violences contre les défenseurs des droits humains (DDH)

**1. Menaces inquiétantes sur Jean-Claude Katende à Kinshasa :** Président de l'Association Africaine des Droits de l'Homme, ASADHO, et fervent DDH, J-C. Katende est menacé de mort à cause de sa lutte contre l'impunité et la recherche de la transparence sur plusieurs dossiers jugés sensibles. Les menaces se sont multipliées à près que Katende ait déposé une plainte contre inconnu auprès du commissaire provincial de la ville de Kinshasa le 24 juin 2019. Le défenseur a reçu des appels téléphoniques le menaçant et l'exigeant de renoncer à ses actions visant la libération de Monsieur Eddy Kapend et la réouverture des dossiers de Floribert Chebeya et de Fidèle Banzan, deux DDH assassinés en juin 2010 et dont les auteurs de ces actes restent impunis. Une affaire dont certaines sources parlent des « allégations crédibles » qui mettent en cause de hautes personnalités de l'Etat. En l'intervalle d'une semaine, Katende a reçu à trois reprises des appels émis par des numéros masqués lui demandant de renoncer à son combat car, dans le cas contraire, il aura choisi la mort. « S'il n'arrêtait pas ses actions en faveur d'Eddy Kapend et contre John Numbi, il serait tué <sup>2</sup> ».

**1. Arrestation de Wilfried de la NDSCI à Bukavu au Sud-Kivu :** Président du sous noyau de la Nouvelle Dynamique de la Société Civile (NDSCI) à Mulambula dans la ville de Bukavu en RDC, Wilfried s'est vu arrêté dans les après-midis du vendredi 14 juin 2019 lorsqu'il tentait d'apporter solution à l'altercation entre les éléments de la police et les membres de la famille de Monsieur Anicet de Kalengera qui étaient innocemment arrêtés par la police. Après son arrestation, les leaders locaux n'ont pas croisé les bras. Ils ont témoigné l'activisme de ce défenseur et ont exigé sa libération auprès du commandant de ladite police. Reconnu comme activiste de la société civile par le commandant, Wilfried a été relâché tard dans la soirée.

**2. Menaces de mort contre Hippocrate Marume à Bukavu :** Président du bureau de coordination de la société civile dans la commune de Kadutu, Hippocrate Marume est l'un des acteurs de la société civile qui n'ont pas froid pour dénoncer le mal de quelques autorités qu'il vienne. Actuellement, il court des menaces de mort lui proférées à la fois par Madame la chef de division de l'habitat et le mari de celle-ci après que l'activiste ait dénoncé par une lettre la vente illicite des parcelles et l'octroi des titres sur les sites impropres à la construction dans sa commune tel que orchestré par les services de cette division. « *Une mauvaise pratique qui nous a toujours endeuillé* », s'est indigné Hippocrate.

## III. Violences contre les militants pro-démocratie

**1. Arrestations des 3 militants de la Lucha à Beni au Nord-Kivu :** Vendredi 07 juin 2019, trois militants du mouvement citoyen Lucha (Lutte pour le changement) ont été arrêtés dans la ville de Beni pendant qu'ils étaient en

---

<sup>1</sup> <https://information.tv5monde.com/video/rdc-la-redaction-de-la-television-rtvs1-manifeste-apres-la-coupure-du-signal-de-la-chaîne>

<sup>2</sup> <https://www.business-humanrights.org/fr/rdc-jean-claude-katende-pr%C3%A9sident-de-lasadho-et-fervent-d%C3%A9fenseur-des-droits-de-lhomme-est-menac%C3%A9-de-mort-%C3%A0-cause-de-sa-lutte-acharn%C3%A9e-contre-limpunit%C3%A9-et-la-transparence>

sit-in de dénonciation de l'insécurité grandissante et de demande du retour de la paix par l'installation de l'Etat-Major de l'armée congolaise à Beni (une promesse faite par le président de la République lors de sa campagne pour l'élection présidentielle de décembre 2018) pour défier les rebelles de l'ADF Nalu qui font la loi dans cette partie de la RDC. Alors qu'ils étaient à leur premier jour d'un sit-in à durée indéterminée, la police, sur ordre de l'autorité urbaine, est arrivée vers 18h les disperser. Trois d'entre les militants ont été brutalisés puis arrêtés. L'un d'eux a été blessé et jeté au cachot.

**2. Menace et intimidation contre les militants de la Lucha à Butembo au Nord-Kivu :** Pendant que les militants de la Lucha de Beni réclamaient le retour de la paix le vendredi 07 juin 2019, ceux de Butembo faisaient signer une pétition ciblant la compagnie de télécommunication Airtel sur la qualité et les prix de ses services. Reconnu constitutionnellement, le droit de faire signer une pétition n'a pas été respecté par le Major Polo Ngoma, officier de la Police Nationale Congolaise et commandant adjoint de la ville de Butembo qui a arraché tout le matériel que la Lucha utilisait pour récolter les signatures. Pour s'imposer, le Major a brandi son revolver de sa main droite, index à la gâchette et d'un air prêt à tirer. L'image illustrative est disponible sur <https://twitter.com/luchaRDC/status/1137453101382807552?s=17>

Tout en dénonçant et condamnant ces violations à répétition des droits des DDH et des journalistes en RDC, PPI recommande :

- **Au gouvernement congolais de :**

- Lutter contre l'impunité des auteurs des menaces contre les DDH et les journalistes, en particulier certains agents de l'ordre et du service de renseignement et leurs chefs hiérarchiques qui abusent de leur pouvoir et se livrent aux arrestations et actes de tortures lors des manifestations pacifiques ou pendant que les DDH et journalistes sont dans l'exercice de leur profession ;
- Rétablir le signal de la RTVS1 et/ou diligenter une enquête sur les faits reprochés à ce média ;
- Assurer la sécurité des DDH et journalistes sous menaces et rétablir la sécurité dans la partie Est du pays ;

**Aux services de sécurité,** de bien encadrer les manifestations plutôt que de faire recours à l'usage de la force pour les disperser.

Quelques avancées à saluer

139 cas de violation des droits des DDH et journalistes en avril contre 11 en mai et 10 en juin 2019, PPI note cette diminution et encourage tous les acteurs et particulièrement la partie gouvernementale à œuvrer pour le respect total des droits des DDH et journalistes afin que la liberté des manifestations d'associations et des réunions soit une réalité vécue en RDC.

PPI est une organisation du droit congolais à mandat régional œuvrant pour la promotion de la paix et la protection des défenseurs des droits humains.

PPI a pour vision « Une communauté des défenseurs des droits de l'Homme totalement libre des persécutions et violations de leurs droits ».

PPI a pour mission, « Protéger les défenseurs des droits de l'Homme contre les menaces individuelles et institutionnelles mais aussi renforcer leurs capacités et les équiper des outils de travail adaptés aux impératifs de la globalisation, et les former à maintenir une coopération interinstitutionnelle entre société civile et acteurs étatiques pour la cause des droits humains, paix et réforme institutionnelle ».

[www.ppi-ong.org](http://www.ppi-ong.org)

**Nos bureaux de représentation nationale**

**Bukavu/Sud-Kivu/RDC**

**005, Av. Vamaro-Nyawera, C/Ibanda**

**Tél : +243853797912/+243813821013**

**E-mail : [secretariatexecutifrdc@ppi-ong.org](mailto:secretariatexecutifrdc@ppi-ong.org) ; [pascalmutenda1@gmail.com](mailto:pascalmutenda1@gmail.com)**

**Site web: [www.ppi-ong.org](http://www.ppi-ong.org)**



PARTENARIAT POUR LA  
PROTECTION  
INTEGREE

PPI

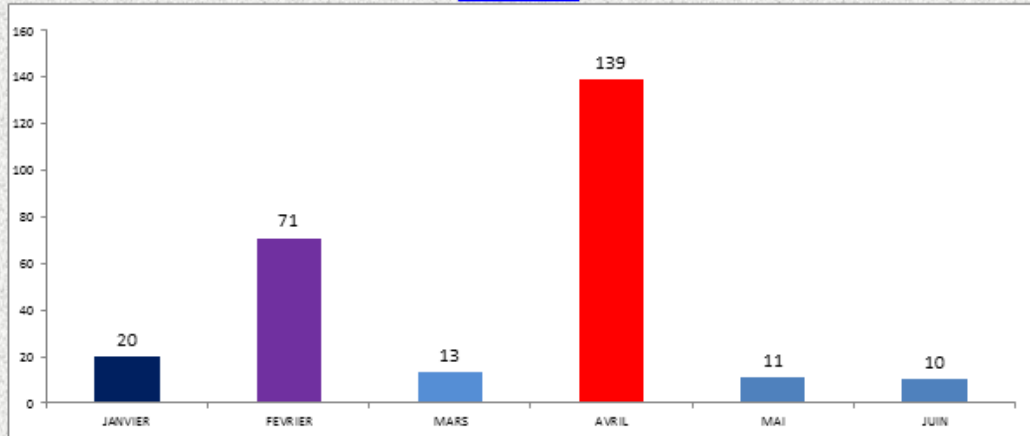
Promotion de la Paix et Protection des défenseurs  
des droits humains

## PARTENARIAT POUR LA PROTECTION INTEGREE

PPI

Aperçu graphique des violations des Droits des DDH et des Journalistes en RDC  
de Janvier en Juin 2019

[www.ppi-ong.org](http://www.ppi-ong.org)



PARTENARIAT POUR LA  
PROTECTION  
INTEGREE

PPI

Promotion de la Paix et Protection des défenseurs  
des droits humains

**Nos bureaux de représentation nationale**

**Bukavu/Sud-Kivu/RDC**

**005, Av. Vamaro-Nyawera, C/Ibanda**

**Tél : +243853797912/+243813821013**

**E-mail : [secretariatexecutifrdc@ppi-ong.org](mailto:secretariatexecutifrdc@ppi-ong.org) ; [pascalmupenda1@gmail.com](mailto:pascalmupenda1@gmail.com)**

**Site web: [www.ppi-ong.org](http://www.ppi-ong.org)**